

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1) PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCONOMIE

1. L'État du Koweït abrite une population estimée à 3,6 millions d'habitants, dont près de 70% de non-nationaux.¹ Son PIB par habitant est évalué à environ 55 000 dollars EU, et il se classe au 47^{ème} rang (sur 169 pays) selon l'indicateur du développement humain du PNUD.²

2. L'économie koweïtienne est lourdement tributaire du secteur énergétique, notamment de la production de pétrole brut (chapitre IV.2)). Les réserves koweïtiennes de pétrole brut sont estimées à 8% des réserves mondiales et comptent parmi les plus abondantes de la planète; selon les projections du gouvernement, les gisements ont une durée de production restante d'au moins 70 ans au rythme de production actuel (ou presque). Les réserves de gaz naturel du Koweït se classent au 18^{ème} rang mondial (1 784 milliards de mètres cubes).³ La production gazière est modeste à l'heure actuelle, mais le gouvernement entend l'accroître sensiblement dans les années à venir. La production de pétrole brut et de gaz représente environ la moitié du PIB, 95% des recettes d'exportation et 84% des recettes publiques.

3. En 2010, mis à part le secteur du pétrole brut et du gaz, les principales sources du PIB étaient les suivantes: services communautaires, sociaux et personnels (15,2%); services financiers (9,7%); transports, entreposage et communications (8,5%); commerce, hôtellerie et restauration (4,8%); immobilier (3,4%); industrie manufacturière, hors raffinage de pétrole (2,2%) et construction (1,6%).⁴ L'agriculture joue un rôle mineur au sein de l'économie, car les terres arables représentent moins de 1% du territoire (chapitre IV 1)). Le secteur public domine la majeure partie des activités économiques (chapitre III 3) ii)), et la part du secteur privé n'est que de 25% environ.

4. Malgré l'extraordinaire abondance des réserves de pétrole et de gaz, le gouvernement estime que l'économie est trop tributaire du secteur énergétique. Dans le cadre de la Vision Koweït 2035 et du Plan de développement 2010-2014⁵, les autorités entendent promouvoir une économie plus diversifiée, dotée d'infrastructures de calibre mondial propres à attirer des entreprises et des investissements, et menée par le secteur privé tout en conservant un soutien étatique; l'objectif est de faire du Koweït un centre financier/centre de services régional tout en consolidant ses valeurs, en préservant son identité sociale et en assurant son développement humain (section 4) ci-dessous).

5. En 2003, le Koweït a commencé à appliquer le tarif extérieur commun du Conseil de coopération du Golfe (CCG)⁶ (chapitre III 1) ii)). Depuis mai 2007, le dinar koweïtien (KD) est rattaché à un panier de monnaies non communiquées et est donc revenu au régime de change d'avant janvier 2003.⁷ En décembre 2009, le Koweït a ratifié avec l'Arabie saoudite, Bahreïn et le Qatar un

¹ Les expatriés travaillent principalement dans le secteur privé (59%) ou comme employés de maison (31%), tandis que les Koweïtiens sont essentiellement des salariés du secteur public (76%).

² PNUD (2011).

³ OPEP (2011).

⁴ Banque nationale du Koweït (2011).

⁵ Le plan de développement précédent avait été adopté en 1986.

⁶ Les autres membres du CCG sont l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, l'Oman et le Qatar.

⁷ Entre 2003 et mai 2007, le dinar koweïtien était rattaché au dollar EU (FMI, 2011a).

accord qui vise à établir une union monétaire et dont les détails (y compris la date butoir pour l'établissement de l'union) sont actuellement examinés au Conseil monétaire du Golfe.⁸

2) ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE

6. La taille et la croissance du PIB du Koweït sont lourdement tributaires de la situation du marché pétrolier mondial. Grâce à la production de pétrole brut – assez stable depuis 2006 avec une moyenne d'environ 2,5 millions de barils par jour, et à l'augmentation des prix pétroliers mondiaux entre 2003 et 2008 – avec en 2008 un sommet de 91 dollars EU le baril en moyenne, le PIB nominal a enregistré une très forte croissance tirée par l'investissement public et la consommation. Le PIB réel a progressé de 5% en moyenne annuelle entre 2006 et 2008. En revanche, la croissance de la productivité est restée léthargique dans les secteurs hors pétrole, l'économie s'est peu diversifiée par rapport au secteur pétrolier, et le secteur privé s'est peu développé.

7. L'inflation a franchi le seuil des 5% en 2007, puis celui des 10% en 2008 (tableau I.1); cela s'explique par l'inflation importée, ainsi que par les effets de l'excédent de liquidités au sein de l'économie koweïtienne, qui a alimenté une flambée des salaires en plus d'entraîner à la hausse les cours boursiers et les prix de l'immobilier.

Tableau I.1
Principaux indicateurs économiques, 2006-2011

	2006	2007	2008	2009	2010 ^a	2011 ^b
Divers						
PIB par habitant (\$EU)	36 560	40 232	50 976	36 683	43 461	55 096
PIB aux prix courants (milliards de KD)	29,5	32,6	40,0	31,5	38,0	48,4
PIB aux prix courants (milliards de \$EU)	101,6	114,7	148,8	109,5	132,6	171,9
PIB réel (variation en %)	5,3	4,5	5,0	-5,2	3,4	5,7
Taux de chômage (ressortissants koweïtiens, %)	4,0	6,1	4,9	3,6	2,9	..
Indice des prix à la consommation (moyenne, variation en %)	3,1	5,5	10,6	4,0	4,1	6,2
Secteur monétaire						
Monnaie au sens large ^c	21,7	19,3	15,6	13,4	3,0	16,3
Taux des dépôts à 3 mois en KD (moyenne annuelle, %)	5,0	5,2	3,3	1,4	0,8	..
Indice des marchés boursiers (variation annuelle en %) ^d	-12,0	24,7	-38,0	-10,0	-0,7	..
Finances publiques^e (% du PIB)						
Recettes	66,6	67,8	63,4	61,5	59,2	61,6
Pétrolières	48,0	51,5	52,1	50,1	48,5	51,6
Hors pétrole	18,6	16,3	11,4	11,5	10,7	9,9
Dépenses	34,0	28,1	47,9	33,6	38,4	35,5
Solde	32,6	39,7	15,5	28,0	20,7	26,1
Investissement et épargne (% du PIB)						
Investissement	15,9	20,5	18,4	13,9	14,1	14,9
Public	2,8	3,3	3,5	4,6	4,7	4,9
Privé ^f	13,1	16,9	14,9	9,3	9,5	10,0
Épargne nationale brute	60,6	57,2	58,9	37,6	42,0	48,4
Publique	60,2	55,2	46,4	47,1	45,8	46,2
Privée ^f	4,5	2,1	12,5	-10,3	-3,8	2,1
Solde épargne-investissement	44,6	36,8	40,5	23,6	27,8	33,5

⁸ Les Émirats arabes unis et l'Oman ne se joignent pas à l'union monétaire.

	2006	2007	2008	2009	2010 ^a	2011 ^b
Secteur extérieur						
Taux de change (\$EU par KD, moyenne de la période)	3,45	3,52	3,72	3,48	3,49	..
Taux de change effectif réel (variation en %)	0,9	0,3	8,4	-0,5
Compte courant (% du PIB)	44,6	36,8	40,5	23,6	27,8	33,5
Avoirs de réserve internationaux (milliards de \$EU)	11,8	15,9	16,7	17,7	18,7	23,1
en mois d'importations de marchandises et de services	5,3	5,9	5,3	6,8	6,9	7,0
Production pétrolière (millions de barils, moyenne journalière) ^c	2,7	2,6	2,7	2,3	2,3	2,3
Exportations de pétrole brut (millions de barils, moyenne journalière)	1,7	1,6	1,7	1,3	1,4	1,4
Prix à l'exportation du pétrole koweïtien (\$EU, moyenne)	58,88	66,35	91,16	60,68	76,32	104,1

.. Non connu.

a Chiffre préliminaire.

b Estimation.

c Variation en % du stock de monnaie au sens large.

d Non pondéré.

e L'exercice budgétaire koweïtien s'achève le 31 mars; par exemple, "2007" renvoie à l'exercice 2007-2008.

f Comprend aussi des entités gouvernementales.

g Comprend la part de production provenant de la zone neutre entre le Koweït et l'Arabie saoudite.

Source: FMI (2011b), *Kuwait: Statistical Appendix*, Country Report No. 11/219, juillet. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2011/cr11219.pdf>; et renseignements communiqués par les autorités koweïtiennes.

8. La croissance du PIB du Koweït s'est ralentie à partir du troisième trimestre de 2008, avec l'amorce de la crise financière et de la récession économique mondiales; la production koweïtienne de pétrole brut a reculé à environ 2,3 millions de barils par jour, et en 2009 le prix moyen à l'exportation est tombé à 61 dollars EU le baril. Il s'en est suivi, cette année-là, une contraction de 20% du PIB nominal et de 5,2% du PIB réel, accompagnée d'une forte correction de l'inflation, qui s'est repliée à environ 4% (tableau I.1).

9. Les données préliminaires pour 2010 dénotent un retour à la croissance du PIB réel (progression de 3,4%), qui résulte de trois facteurs: l'augmentation de la production pétrolière, la hausse des prix pétroliers mondiaux et les politiques budgétaires. Selon les projections du FMI, la croissance du PIB réel retrouvera en 2011 son niveau d'avant la crise, soit environ 5,7%, tandis que l'inflation s'établira à 6,2% (contre 4,1% en 2010). Pour 2012, la croissance du PIB réel et l'inflation sont estimées à 4,5% et 3,4% respectivement.⁹

10. En réaction à ce ralentissement de la croissance, le budget gouvernemental pour 2008-2009 a pris une orientation nettement expansionniste: les dépenses totales sont passées de 28,1% à 47,9% du PIB et ont plus que doublé en termes absolus, atteignant 18,1 milliards de KD. Pour l'essentiel, ces dépenses publiques additionnelles ont été consacrées à des subventions et à des prestations sociales, notamment à la recapitalisation de la caisse de sécurité sociale. Hormis une importante injection de capitaux de la part de l'Office koweïtien des investissements (KIA) dans la *Banque du Golfe* (chapitre IV 3) ii), le gouvernement n'a pas procédé à un sauvetage direct des banques en difficulté. En mars 2009, le Koweït a promulgué une nouvelle Loi sur la stabilité financière, dont l'objectif est d'assurer une forme de protection contre la faillite, ainsi qu'une offre de crédit, en faveur des sociétés de services financiers qui ont des problèmes de solvabilité mais sont par ailleurs considérées comme saines (chapitre IV 3) ii).

⁹ FMI (2011c).

11. La vigueur du secteur pétrolier a permis au gouvernement koweïtien d'accumuler régulièrement d'importants excédents budgétaires; toutefois, ces excédents ont fluctué considérablement ces dernières années; après avoir culminé à 39,7% du PIB en 2007, ils sont tombés à 15,5% en 2008, essentiellement sous l'effet des variations des dépenses publiques (tableau I.1). Les excédents ont servi en partie à financer les politiques de protection sociale, y compris le subventionnement des services publics (en particulier l'électricité et l'eau) et du logement. D'aucuns craignent que la politique de tarification de ces services ne réduise l'incitation à réaliser des gains d'efficacité et à limiter le gaspillage, entraînant de ce fait une consommation plus élevée qu'elle ne le serait autrement. Les recettes hors pétrole (autres que les revenus d'investissement) ne représentent que 6% des recettes budgétaires totales, et la volatilité des marchés pétroliers mondiaux engendre une vulnérabilité budgétaire. Le Koweït s'emploie actuellement à créer une situation budgétaire solide et durable et à réduire la part des dépenses publiques financées par les recettes pétrolières en augmentant les autres sources de recettes. Une nouvelle loi globale concernant l'impôt sur le revenu est à l'étude, et l'instauration de la TVA est envisagée pour 2014. Par ailleurs, il est essentiel d'éliminer progressivement les subventions gouvernementales.

3) RÉSULTATS COMMERCIAUX ET INVESTISSEMENT

i) Commerce des marchandises et des services

12. Les comptes extérieurs du Koweït témoignent de la place dominante que la production et l'exportation du pétrole occupent dans la structure de l'économie, ainsi que de la volatilité créée par la dépendance à l'égard des marchés pétroliers mondiaux. Durant la période considérée, les produits pétroliers et autres combustibles ont représenté environ 90% des exportations totales de marchandises (graphique I.1). Les importations de marchandises et de services, en nette progression, ont fluctué autour de 25-28% du PIB. Au cours de la période, le compte courant a dégagé un excédent important et soutenu, compris entre 24% et 45% du PIB (tableau I.1).

13. L'économie koweïtienne est fortement tributaire du commerce international: le ratio du commerce des marchandises et des services (exportations et importations) au PIB s'est établi à 86,6% en moyenne durant la période 2007-2009. En 2010, le Koweït s'est classé au 29^{ème} rang mondial des exportateurs de marchandises et au 45^{ème} rang des importateurs (les pays de l'UE comptant pour un et le commerce intra-UE étant exclu). S'agissant du commerce des services, il s'est classé au 38^{ème} rang des exportateurs et au 32^{ème} rang des importateurs.¹⁰

14. En 2009, les exportations de pétrole ont accusé une baisse abrupte de 40%, et même si les importations de marchandises et de services ont diminué elles aussi, de près de 25%, l'excédent du compte courant est tombé de 40,5% à 23,6% du PIB. En 2010, avec le retour à la croissance et l'orientation à la hausse de la production et des prix pétroliers, l'excédent courant s'est de nouveau accru, atteignant 27,8% du PIB. Selon les projections du FMI, ce ratio continuera de croître en 2011 pour s'établir à 33,5% (tableau I.1) et s'établira à 30,4% en 2012.¹¹

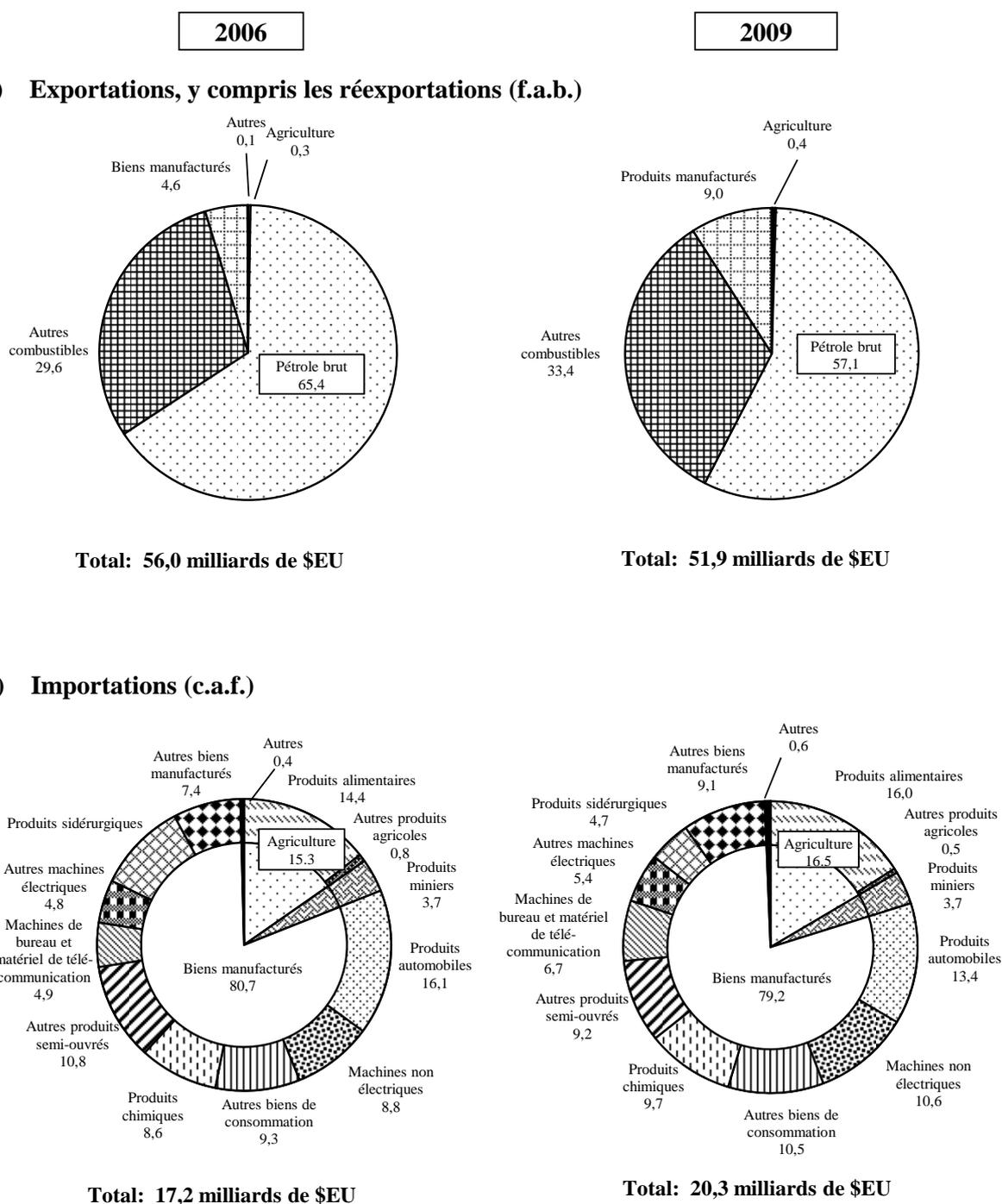
15. Depuis 2006, plus de 75% des exportations koweïtiennes (essentiellement du pétrole et d'autres combustibles) sont destinées aux marchés asiatiques, en particulier la République de Corée, le Japon, l'Inde et la Chine (graphique I.2). Les exportations hors pétrole, qui représentent environ 5% du total en année normale, comprennent surtout des produits pétrochimiques et des réexportations de produits automobiles vers d'autres pays du CCG.

¹⁰ Base de données statistiques de l'OMC, "Trade Profiles: Kuwait". Adresse consultée: http://stat.wto.org/CountryProfiles/KW_e.htm.

¹¹ FMI (2011c).

Graphique I.1 Composition du commerce des marchandises, 2006 et 2009

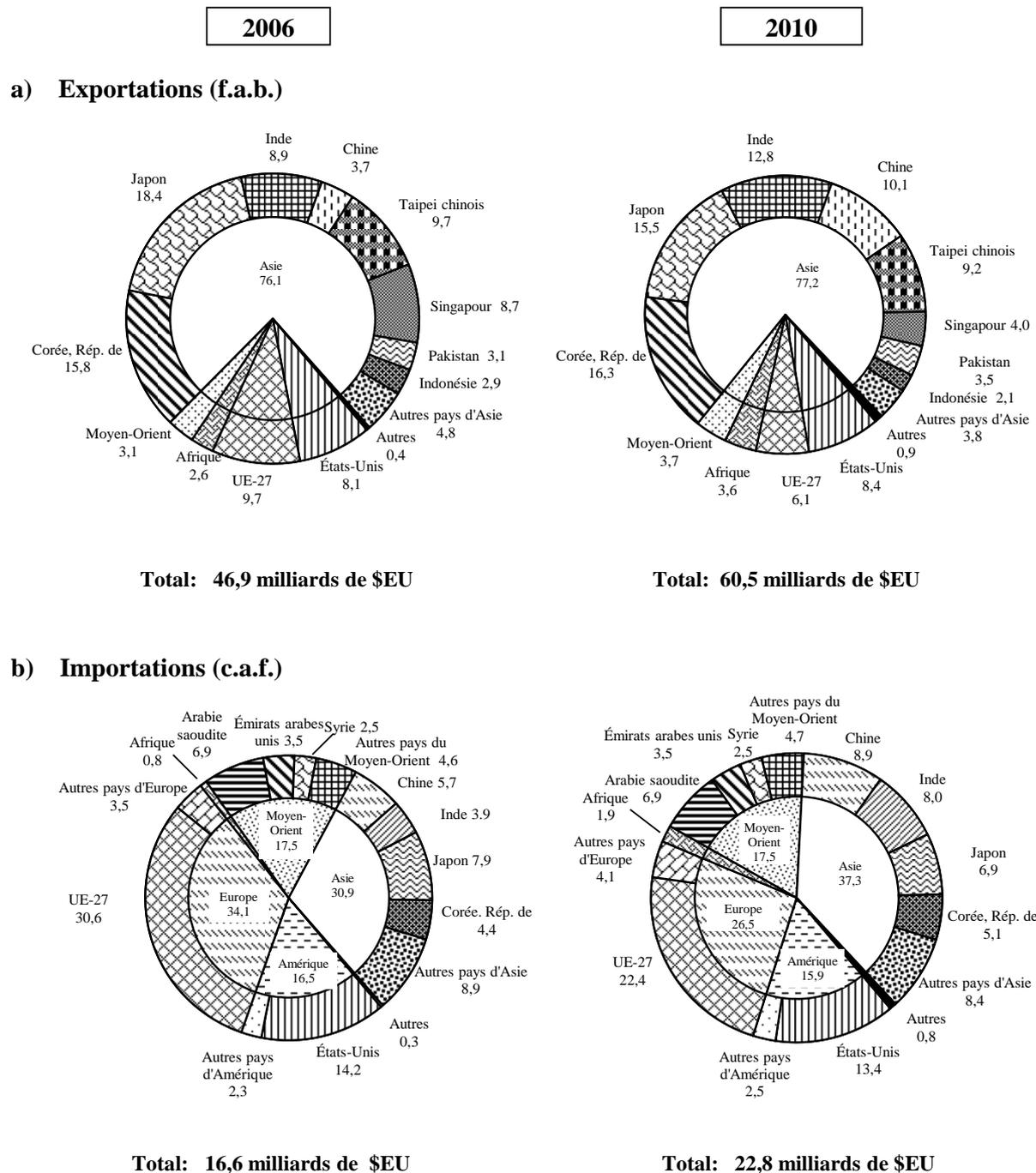
en %



Source: DSNU, Base de données Comtrade (CTCI Rev.3); et renseignements communiqués par les autorités koweïtiennes.

Graphique I.2 Orientation des échanges de marchandises, 2006 et 2010

en %



Source: FMI, Direction of Trade Statistics, base de données en ligne, août 2011.

16. Les biens manufacturés forment l'essentiel (environ 80%) des importations de marchandises du Koweït; la composition des importations, qui témoigne du niveau élevé du revenu par habitant, est dominée par les produits automobiles, les machines, le matériel de bureau et de télécommunication, ainsi que les intrants destinés à la florissante industrie de la construction. Le Koweït importe la quasi-totalité de ses produits alimentaires et autres produits agricoles, ce qui correspond à environ 16,5% de la valeur des importations de marchandises.

17. En 2010, l'Asie et l'Europe représentaient 63,8% des importations de marchandises du Koweït (graphique I.2), mais leurs parts respectives ont changé durant les cinq dernières années; les importations en provenance d'Asie ont gagné en importance, et celles provenant de l'Europe ont reculé en termes de pourcentage. Les importations en provenance des autres pays du CCG représentent elles aussi une part appréciable.

18. D'après les données de balance des paiements, le Koweït se présente de plus en plus comme un importateur net de services, avec un déficit estimé à 7,2 milliards de dollars EU pour 2011, contre environ 2,2 milliards en 2006 (tableau I.2). Les services de transport sont passés d'un excédent de 0,2 milliard de dollars EU à un déficit de 2 milliards durant la même période, tandis que le déficit des services de voyage s'établissait, en moyenne, à 6,7 milliards.

Tableau I.2
Balance des paiements, 2006-2011
(en milliards de \$EU)

	2006	2007	2008	2009	2010 ^a	2011 ^b
Compte courant	45,3	42,2	60,2	25,9	36,9	57,6
Marchandises (balance commerciale)	40,2	43,4	64,0	34,4	47,9	69,4
Exportations	56,5	62,6	87,0	51,7	67,0	92,5
Exportations de pétrole	53,2	59,1	82,6	46,6	61,7	85,9
Exportations hors pétrole, réexportations incluses ^c	3,3	3,5	4,4	5,1	5,3	6,6
dont: réexportations	0,9	1,2	1,7	1,6	1,8	2,7
Importations	-16,2	-19,1	-22,9	-17,3	-19,1	-23,1
Services	-2,2	-3,2	-3,8	-2,5	-5,9	-7,2
Transport	0,2	-0,1	-0,6	-1,4	-1,7	-2,0
Assurance	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,3
Voyage	-5,4	-6,4	-7,3	-6,1	-6,5	-7,9
Autres services	3,0	3,4	4,3	5,1	2,6	3,0
Revenu d'investissement	11,0	12,4	10,7	7,0	7,9	9,2
Recettes	12,5	16,3	14,0	8,6	9,6	10,4
Administration générale ^d	7,1	8,5	8,8	6,3	7,4	7,8
Autres secteurs ^e	5,4	7,8	5,1	2,3	2,2	2,5
Paiements	-1,5	-3,9	-3,2	-1,6	-1,8	-1,2
Administration générale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	-1,5	-3,9	-3,2	-1,6	-1,8	-1,2
Transferts courants ^f	-3,7	-10,5	-10,7	-13,0	-13,0	-13,8

	2006	2007	2008	2009	2010 ^a	2011 ^b
Compte de capital et compte financier	-48,8	-33,4	-49,6	-25,3	-32,6	-53,3
Compte de capital ^e	0,7	1,5	1,7	1,1	2,2	2,3
Compte financier	-49,6	-34,9	-51,3	-26,4	-34,7	-55,5
Investissement direct	-8,1	-9,7	-9,1	-7,5	-2,0	-8,0
À l'étranger ^h	-8,2	-9,8	-9,1	-8,6	-2,1	-8,0
Au Koweït	0,1	0,1	0,0	1,1	0,1	0,1
Investissement de portefeuille	-29,1	-34,9	-28,1	-8,2	-7,7	-29,9
Autres investissements (net)	-12,4	9,7	-14,1	-10,7	-25,0	-17,7
Erreurs et omissions nettes ⁱ	7,1	-5,5	-10,0	1,2	-3,3	0,0
Balance générale	3,6	3,3	0,7	1,7	1,0	4,4

a Préliminaire.

b Projection.

c Comprend aussi des exportations de pétrole non enregistrées.

d Office koweïtien des investissements, Kuwait Petroleum Corporation, Kuwait Fund for Arab Economic Development, Public Institute for Social Security.

e CBK, banques locales, sociétés d'investissement, sociétés de change, compagnies d'assurance et secteur privé non financier.

f À partir de 2007, une nouvelle méthodologie plus complète a été appliquée pour l'estimation des envois de fonds sortants des travailleurs.

g Comprend les indemnisations de guerre sous l'égide des Nations Unies.

h Pour 2010, comprend une projection du flux entrant net généré par la vente, au prix de 10,6 milliards de \$EU, d'un actif étranger détenu par une société koweïtienne.

i Comprend les autres flux non classifiés du secteur privé.

Source: FMI (2011b), *Kuwait: Statistical Appendix*, Country Report No. 11/219, juillet. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2011/cr11219.pdf>.

ii) Investissement étranger direct

19. Ces dernières années, le Koweït a multiplié ses investissements dans le reste du monde, et ses sorties annuelles d'IED se sont chiffrées à plus de 7,5 milliards de dollars EU en moyenne sur la période 2006-2010 (tableau I.3). Parmi les principales sociétés koweïtiennes qui investissent à l'étranger figurent les suivantes: Kuwait Foreign Petroleum Exploration Company (KUFPEC), Kuwait Petroleum International (KPI), Petrochemical Industries Company (PIC), Zain (télécommunications)¹², Agility Public Warehousing Company (logistique) et National Industries Group Holdings SAK (société de portefeuille industrielle).¹³

Tableau I.3

Investissement étranger direct, 2006-2010
(en millions de \$EU et %)

	2006	2007	2008	2009	2010
Entrées d'IED	121	112	-6	1,114	81
Stock d'IED entrant	778	940	943	6,301	6,514
Stock d'IED entrant en % du PIB	0,8	0,8	0,6	5,8	5,0
Sorties d'IED	8 211	9 784	9 091	8 636	2 069
Stock d'IED sortant	4 616	16 884	15 385	19 340	18 676
Stock d'IED sortant en % du PIB	10,7	12,8	10,4	17,7	14,2

Source: CNUCED (2011), *Rapport sur l'investissement dans le monde*, Genève.

¹² Zain appartient à hauteur de 24,6% à l'Office koweïtien des investissements.

¹³ CNUCED (2011); et renseignements communiqués par les autorités.

20. Au Koweït, les entrées annuelles d'IED sont passées de 31 millions de \$EU en moyenne sur la période 1995-2004 à 284 millions sur la période 2006-2010, mais elles restent largement inférieures à celles d'autres pays de la région et du monde. De plus, le stock d'IED entrant, en pourcentage du PIB, n'est que de 5% (même s'il a progressé par rapport au niveau de 2008: 0,8%). Selon l'indice des entrées effectives d'IED, établi par la CNUCED, le Koweït s'est classé au 135^{ème} rang sur 141 économies en 2010¹⁴, alors qu'il occupait le 37^{ème} rang selon l'indice des entrées potentielles en 2009.¹⁵

21. Au Koweït, l'IED a été inhibé par plusieurs facteurs qui ont limité le rôle du secteur privé (local et étranger) au sein de l'économie. En vertu de la Loi sur l'investissement étranger, depuis 2001 les investisseurs étrangers sont autorisés à détenir l'intégralité du capital d'une entreprise. On rapporte cependant que le processus d'approbation est long; la loi ne s'applique pas à certaines activités économiques (chapitre II 3) i) et l'investissement de portefeuille étranger par l'entremise du marché boursier koweïtien ne peut dépasser 49% du capital d'une banque cotée (chapitre II 3) i).

22. Il est reconnu qu'il faudra aussi s'employer à améliorer les conditions de l'activité commerciale pour que le gouvernement parvienne à élargir le rôle du secteur privé au sein de l'économie.¹⁶ Le Koweït se classe au 67^{ème} rang (sur 183 économies) selon l'indice de facilité de faire des affaires pour 2012, établi par la Banque mondiale; il se classe toutefois à un rang moins élevé pour le "commerce transfrontalier" et encore moins élevé pour la "création d'entreprise".¹⁷

23. Signe positif de la détermination du gouvernement à accroître les entrées d'IED et à élargir le rôle du secteur privé au sein de l'économie, la décision a été prise récemment d'autoriser pour la première fois la participation étrangère dans le secteur énergétique, plus précisément dans le développement de la production de gaz naturel. L'objectif est de faciliter l'acquisition de la technologie et du savoir-faire qui sont nécessaires pour exploiter plus efficacement les ressources énergétiques du pays. De plus, une nouvelle loi sur la privatisation, adoptée à la mi-mai 2010, définit un processus qui prévoit un transfert de propriété au secteur privé (formule construction-exploitation-transfert, CET) par l'identification de partenaires appropriés, nationaux et étrangers, et l'émission d'actions sous forme d'appel public à l'épargne, tout en maintenant une participation étatique (24% en principe) par l'entremise de l'Office koweïtien des investissements (KIA) (chapitre III 3) ii). Toutefois, un certain nombre de modifications apportées à cette loi pourraient en amoindrir l'impact: les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'énergie ont été exclus, et le gouvernement conservera une participation importante dans toutes les entreprises nouvellement privatisées; par ailleurs, la cession de participations majeures dans les actifs publics s'effectuera lentement. De nouvelles lois ont été adoptées pour réformer les marchés de capitaux, et il est prévu d'adopter d'autres lois pour déréglementer le secteur des assurances et revoir l'environnement

¹⁴L'indice des entrées effectives d'IED, établi par la CNUCED, mesure les apports d'IED que reçoivent les pays et classe ces derniers en fonction du montant d'IED reçu par rapport à la taille de leur économie. Il correspond au rapport entre la part d'un pays dans les entrées mondiales d'IED et sa part du PIB mondial.

¹⁵L'indice des entrées potentielles d'IED, établi par la CNUCED, mesure les apports d'IED que reçoivent les pays et classe ces derniers en fonction du montant d'IED reçu par rapport à leur potentiel; il repose sur des variables structurelles dont le risque pays et les mesures liées au commerce.

¹⁶Comité national de la compétitivité (2010).

¹⁷L'indice repose sur dix critères (le classement du Koweït est indiqué entre parenthèses): création d'entreprise (142); octroi de permis de construire (121); obtention de l'électricité (57); transfert de propriété (88); obtention de prêts (98); protection des investisseurs (29); paiement des taxes et impôts (15); commerce transfrontalier (112); exécution des contrats (117) et procédures d'insolvabilité (48). Renseignements en ligne du Groupe de la Banque mondiale. Adresse consultée: <http://www.doingbusiness.org/data/exploreconomies/kuwait/>.

juridique des entreprises commerciales, car dans bien des cas la législation est vieille de plusieurs décennies et n'est pas adaptée au contexte commercial actuel.

24. L'influente Chambre de commerce et d'industrie du Koweït (KCCI) estime que le gouvernement prend des mesures importantes pour améliorer le climat d'affaires national. Elle a salué l'adoption des nouvelles lois concernant la privatisation et la formule CET, tout en soulignant que pour garantir le succès à ce chapitre, il faut s'employer davantage à améliorer les infrastructures et la logistique, à rendre le système de bail foncier plus prévisible sur le long terme et à faciliter l'établissement de nouvelles entreprises.

4) PERSPECTIVES

25. Au titre de son plan de développement 2010-2014, le Koweït entend promouvoir la participation du secteur hors pétrole à l'activité économique et assurer une croissance annuelle du PIB réel à hauteur d'au moins 5%. Le plan prévoit une participation accrue du secteur privé, notamment dans le cadre de la formule CET, et des dépenses publiques comprises entre 31 et 37 milliards de KD (108 et 130 milliards de dollars EU). Il comprend la création d'un nouveau pôle d'affaires (Silk City), au coût estimatif de 22 milliards de KD, une dotation de 20 milliards de KD pour l'expansion du secteur pétrolier afin de porter la production de pétrole brut à 3,5 millions de barils par jour à l'horizon 2015 et à 4 millions de barils à l'horizon 2020, et une dotation de 10 milliards de KD pour des projets d'infrastructure, y compris l'augmentation des capacités portuaires et aéroportuaires, un réseau de chemins de fer et de métro, ainsi qu'une quatrième raffinerie de pétrole pour répondre à la demande intérieure (chapitre IV 2) i)).

26. Étant donné que le secteur pétrolier n'a pas une grande intensité de main-d'œuvre et que l'emploi dans le secteur public ne se prête pas à un accroissement durable sur le long terme, un autre objectif primordial du plan de développement consiste à encourager la participation des Koweïtiens à l'activité du secteur privé grâce au programme de "koweïtisation" (contingents sectoriels minimums pour la participation des nationaux). Cet objectif est étayé par la Loi n° 19 de 2000, qui prévoit de généreux avantages à financement public pour les Koweïtiens du secteur privé. Néanmoins, les salaires et les avantages du secteur public demeurent très attractifs.

27. La stratégie à long terme du Koweït vise également à garantir l'équité économique intergénérationnelle dans l'exploitation de ses abondantes ressources naturelles non renouvelables en plaçant dans des fonds une partie de ses recettes pétrolières et gazières; il s'agit notamment du Fonds de réserve général (GRF)¹⁸ et du Fonds pour les générations futures (FGF)¹⁹ géré par le KIA. Entre 2003-2004 et 2009-2010, les transferts cumulés vers le FGF se sont chiffrés à 9,3 milliards de KD au total.²⁰

¹⁸ Créé en 1953, le GRF est au cœur de la trésorerie de l'État; il reçoit l'ensemble des recettes étatiques (y compris l'intégralité des recettes pétrolières) et sert à payer l'ensemble des dépenses budgétaires. Il regroupe aussi tous les actifs de l'État, y compris les participations du Koweït dans les entreprises publiques et les organisations internationales (Renseignements en ligne du KIA. Adresse consultée: http://www.kia.gov.kw/En/About_KIA/Overview_of_Funds/Pages/default.aspx).

¹⁹ Le FGF a été créé en 1976, par transfert de 50% du GRF à l'époque; 10% des recettes totales de l'État y sont transférées chaque année, et tous ses revenus de placement sont réinvestis (Renseignements en ligne du KIA. Adresse consultée: http://www.kia.gov.kw/En/About_KIA/Overview_of_Funds/Pages/default.aspx).

²⁰ Global Investment House (2011).